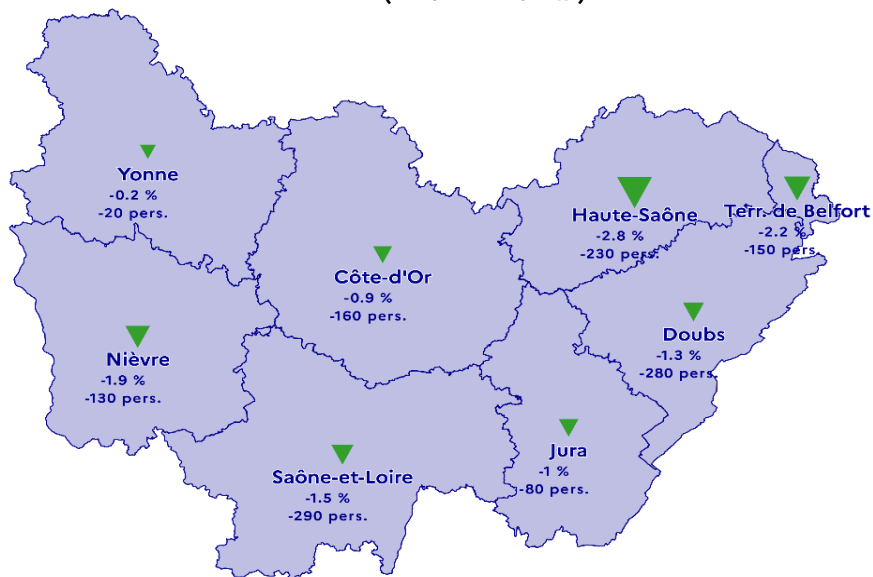


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **99 370** (- 1,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : **96 670** (- 0,2 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **196 030** (- 0,8 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,3 % au 4^{ème} trimestre 2022
- 0,1 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,0 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

994 130 au 4^{ème} trimestre 2022
+ 0,0 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

38 230 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2022
+ 1,2 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2022

Au quatrième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) est quasi-stable en Bourgogne-Franche-Comté par rapport au 3^e trimestre 2022. Avec 994 100 salariés fin 2022, l'emploi salarié dépasse de 1,6 % son niveau d'avant la crise sanitaire (fin 2019). Presque tous les secteurs marquent le pas ce trimestre mais restent à des niveaux élevés. L'emploi dans l'hébergement et la restauration repart à la hausse. Les effectifs continuent de se renforcer dans la construction et augmentent à nouveau dans l'industrie agroalimentaire dans un contexte de forte hausse des prix. La demande en intérim continue de progresser. Le recours à l'activité partielle reste faible. Il demeure cependant encore relativement élevé dans certains secteurs, comme la fabrication de matériels de transport et la métallurgie, en lien avec les difficultés d'approvisionnement. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 59 250) est moins élevé qu'il y a un an (-2,1 %, soit -1 300).

Au premier trimestre 2023

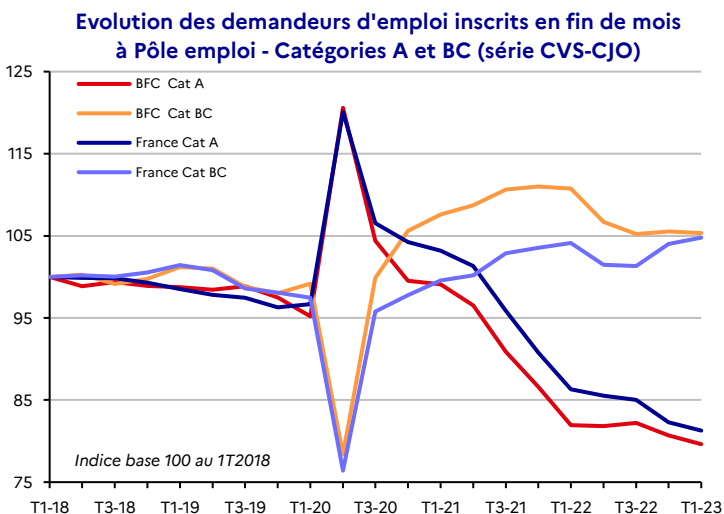
Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente, en particulier dans l'industrie et la construction. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses qu'il y a un an, menacent davantage d'emplois et retrouvent des niveaux similaires à début 2019. La demande d'emploi de catégorie A diminue de nouveau ce trimestre : -1,3 % dans la région comme au niveau national. Elle demeure à des niveaux faibles et continue de baisser sur un an (-2,8 %). La demande d'emploi est quasi-stable dans la catégorie B et recule légèrement dans la catégorie C. Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. La demande d'emploi de catégorie A baisse chez les femmes et les hommes. Elle diminue également dans toutes les tranches d'âge ce trimestre dans des proportions similaires. La demande d'emploi de longue durée continue de baisser (-3,6 points par rapport au 1^{er} trimestre 2022).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T1 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	99 370	-1,3	-2,8
Catégories B, C	96 670	-0,2	-4,9
Catégories A, B, C	196 030	-0,8	-3,9
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 801 400	-1,3	-5,8
Catégories B, C	2 288 100	+0,7	+0,6
Catégories A, B, C	5 089 600	-0,4	-3,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	51 300	-1,4	-3,3	-1,3	-6,2
< 25 ans	7 460	-0,7	+0,4	+0,6	+0,8
25 - 49 ans	28 790	-1,4	-3,3	-1,4	-7,1
50 ans et plus	15 050	-1,8	-5,0	-1,8	-7,4
Femmes	48 070	-1,2	-2,4	-1,2	-5,5
< 25 ans	6 520	-1,8	+0,3	+0,5	+0,7
25 - 49 ans	27 460	-1,2	-1,3	-1,4	-5,8
50 ans et plus	14 090	-1,1	-5,7	-1,6	-7,3
Total	99 370	-1,3	-2,8	-1,3	-5,8
< 25 ans	13 980	-1,2	+0,4	+0,5	+0,8
25 - 49 ans	56 250	-1,3	-2,3	-1,4	-6,5
50 ans et plus	29 140	-1,4	-5,3	-1,7	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	95 060	-0,6	-3,6	-0,2	-2,7
< 25 ans	13 100	-1,3	-5,4	+0,1	-0,7
25 - 49 ans	56 350	-0,5	-3,9	-0,2	-3,1
50 ans et plus	25 610	-0,4	-1,8	-0,4	-2,8
Femmes	100 970	-0,9	-4,2	-0,5	-3,3
< 25 ans	12 040	-1,4	-7,3	-0,6	-2,0
25 - 49 ans	59 100	-1,0	-3,9	-0,5	-3,6
50 ans et plus	29 840	-0,6	-3,4	-0,5	-3,3
Total	196 030	-0,8	-3,9	-0,4	-3,0
< 25 ans	25 140	-1,3	-6,3	-0,2	-1,3
25 - 49 ans	115 440	-0,8	-3,9	-0,4	-3,3
50 ans et plus	55 450	-0,5	-2,7	-0,5	-3,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	107 600	+0,6	+2,9	+1,2	+4,7
DELD :					
1 à 2 ans	36 230	-1,3	-8,8	-0,2	-4,8
2 à 3 ans	17 770	-6,3	-21,8	-6,5	-25,6
3 ans et plus	34 440	-1,3	-6,8	-2,2	-9,5
Total DELD	88 440	-2,3	-11,0	-2,3	-11,3
Part des DELD	45,1%	-0,7 pt	-3,6 pt	-0,8 pt	-4,1 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4		Moyenne annuelle	
	2022	2022	2022	2021
Assurance chômage	85 370	84 900	99 490	
Solidarité - Etat	9 510	10 210	11 670	
Autres	2 140	2 120	2 340	
Total DE indemnisés	97 020	97 230	113 500	
Formation	7 680	7 150	7 340	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	46,7%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 340	-3,5	+4,4	-2	+2,3
Fin de mission d'intérim	1 560	+4,7	+12,2	+2	+11,5
Démission	1 160	+7,4	+16,0	+8	+13,1
Rupture conventionnelle	1 320	+2,3	+3,9	+3	+2,5
Licenc. économique	260	+4,0	-7,1	+5	-14,6
Autre licenciement	1 330	-5,0	-6,3	-5	-3,5
Première entrée ⁽¹⁾	980	-1,0	-7,5	+2	-3,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 940	+2,6	+10,4	+1	+19,2
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 420	+0,9	+1,5	-0	-1,4
Autre motif ⁽⁴⁾	1 300	+12,1	+13,0	+2	+7,5
Motif indéterminé	1 630	-0,6	-4,1	-2	-5,7
Total	20 220	+1,2	+4,2	+0	+4,1

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	3 010	+3,8	-3,2	-3,4	-21,6
Entrée en stage ou formation	2 340	+1,7	-11,0	+3,2	-0,2
Arrêt de recherche**	2 010	+2,0	-1,5	+2,6	-0,6
dont maladie	1 220	+5,2	-1,6	+3,0	+5,3
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 890	+1,7	-1,8	-1,3	+4,5
Radiation administrative	2 080	+4,5	+9,5	+0,2	+5,8
Autre cas ⁽²⁾	1 640	+5,8	+4,5	+3,6	+3,6
Total	20 970	+2,7	-1,5	-0,3	-1,5

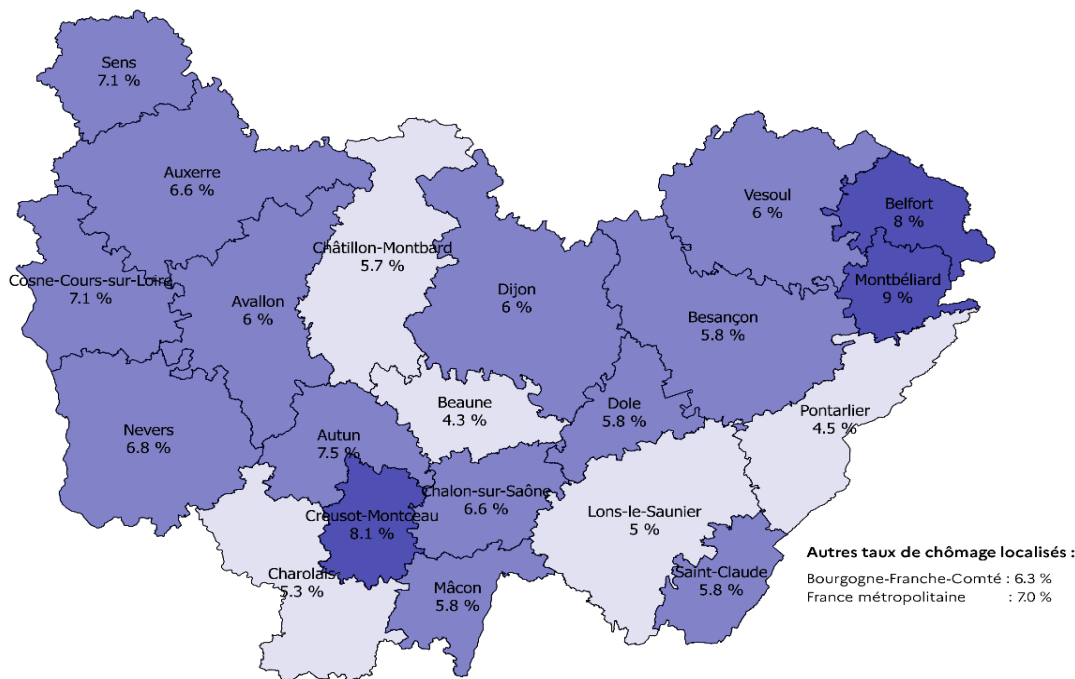
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2022



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T1 2023	Cumul 2023	Var.(%)/cumul 22	Var.(%)/cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	765	765	-23,0	-37,7
jeunes	230	230	-31,1	-50,9
seniors	209	209	-	-
bénéficiaires RSA	119	119	-	-
DELD	408	408	-	-
TH	125	125	-	-
résidents QPV	68	68	-37,0	-40,4
résidents ZRR	327	327	-27,2	nd
éducation nationale	17	17	-50,0	ns
CIE Jeunes	512	512	-27,6	nd
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	2 253	2 253	-23,3	-24,8
dt résidents QPV	270	270	-32,7	nd
CEJ*	3 055	3 055	+42,2	+44,3
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	160	160	-7,0	-15,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T 2022)				
- secteur public	158	972	+6,5	+11,4
- secteur privé	4 261	28 647	+12,5	+13,3

Les données France sont des données France entière

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 13

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T1 2023	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	1 857	-39,3	-45,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	11 793	-41,1	-37,0
CEJ*	4 725	-	-
IAE (au 3T 2022)	8 279	-3,6	+0,7
dont ACI	3 167	+2,1	+7,8
dont AI	2 880	-11,0	-12,1
dont EI	1 091	-0,2	+6,4
dont ETTI	1 142	-1,0	+6,8

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T3 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 21	Var.(%)/ cumul 2021
IAE	2 364	7 885	-16,7	-3,8
dont ACI	786	2 597	-5,0	+5,9
dont AI	791	2 665	-30,6	-23,3
dont EI	261	963	-13,3	+12,3
dont ETTI	526	1 660	-7,9	+6,7

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	7 956	+5,7
dont :		
Entreprises individuelles	1 147	+0,3
Micro-entrepreneurs	5 012	+9,4
Sociétés	1 797	-0,3
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 944	-0,1
dont :		
Industrie	314	+26,6
Construction	250	-7,4
Commerce	619	-17,6
Services	1 761	+4,9
Total des créations sur 12 mois glissés	11 852	-3,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

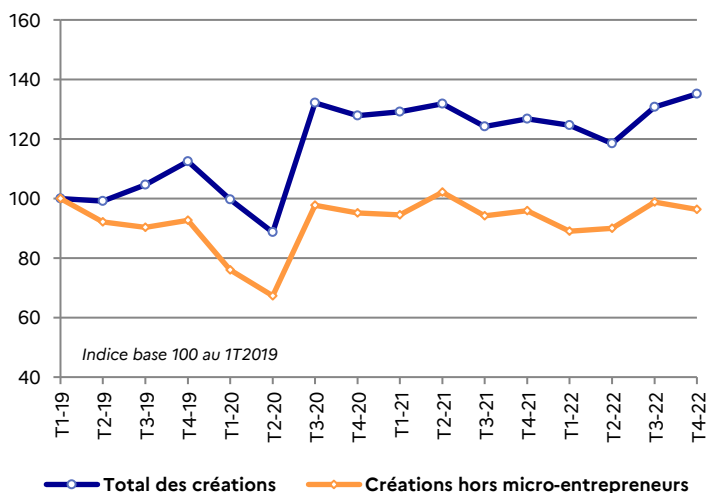
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

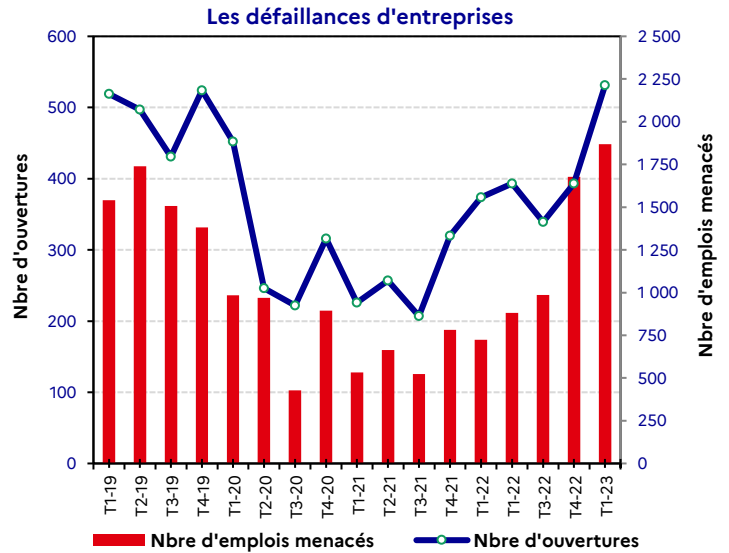
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T1 2023	Evol./T1 2022
(en %)		
Nombre d'ouvertures de procédures	531	+42,0
dont :		
Sauvegardes	12	0,0
Redressements judiciaires	140	+41,4
Liquidations judiciaires directes	379	+44,1
dont :		
PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	1 868	+158,4
dont :		
Agriculture	16	-50,0
Industrie	354	n.s.
Construction	228	+42,5
Commerce	329	+93,5
Services	941	n.s.
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 656	+43,0

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



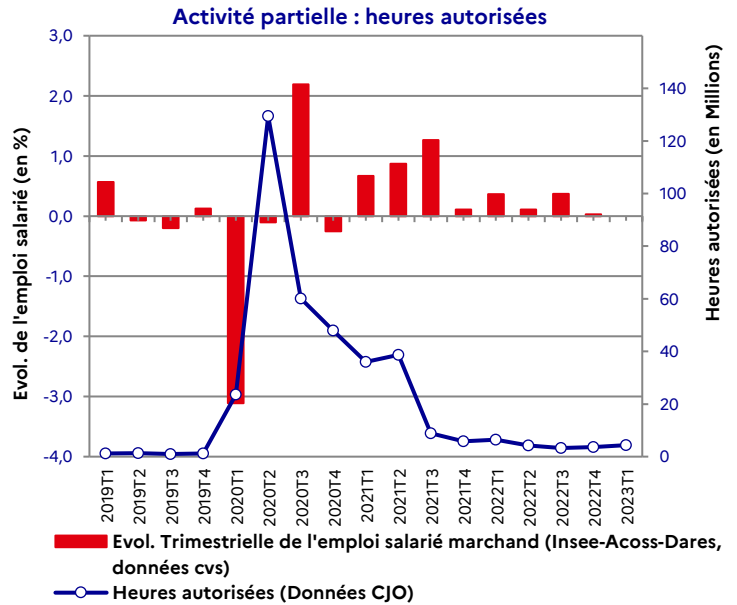
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T4 2022	T1 2023
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	797	805
Volume d'heures autorisées	3 633 507	4 341 336
dont :		
Agriculture	741	1 952
Industrie	2 705 106	3 408 735
Construction	62 036	106 970
Commerce	128 709	105 720
Services	736 915	717 959
Etablissements autorisés	729	749
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	214	203
Nombre de salariés concernés**	30 373	32 442
Total heures autorisées 12 mois glissés	17 619 320	15 583 499

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

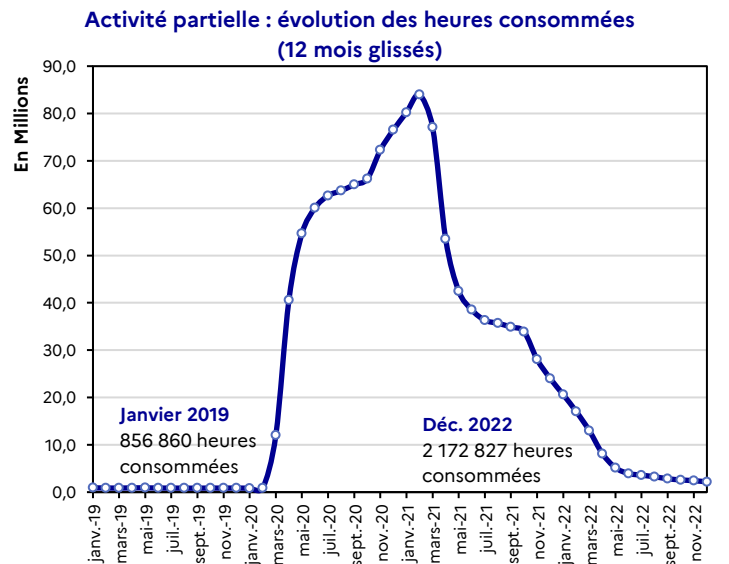


Heures consommées	BFC	
	T3 2022	T4 2022
Nombre d'heures consommées*	311 340	352 150
dont :		
Agriculture	267	241
Industrie	193 311	267 775
Construction	2 085	3 211
Commerce	26 796	18 712
Services	88 881	62 211
Etabs ayant consommé des heures	458	412
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	139	122
Nombre de salariés concernés**	4 207	4 939
Total heures consommées 12 mois glissés	2 829 578	2 172 827

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Janvier 2019
856 860 heures consommées

Déc. 2022
2 172 827 heures consommées

Alerte : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4ème trimestre 2022						
Embauches		9 431	4 325	19 929	140 487	174 172
Répartition en %		5,4	2,5	11,4	80,7	100,0
dont en % :						
	CDD	49,0	46,4	65,1	87,1	81,5
	< 25 ans	32,3	33,2	51,1	24,2	27,9
	25 - 49 ans	50,5	54,2	35,9	48,4	47,2
	50 - 54 ans	6,8	6,1	4,4	9,4	8,6
	55 ans ou plus	10,4	6,5	8,5	18,1	16,3
	Femmes	41,8	10,6	59,7	63,4	60,5
Sorties		10 793	5 681	21 635	147 772	185 881
Répartition en %		6,2	3,3	12,4	84,8	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	36,5	33,4	54,1	83,2	75,6
	dont CDD < 1 mois	38,9	23,3	67,5	87,0	83,2
	Demissions	23,2	26,9	18,2	6,6	9,6
	Licenciements économiques	1,8	2,7	1,1	0,5	0,7
	Licenc. non économiques	11,5	13,1	7,9	2,8	4,2
	Retraite	8,7	4,1	2,3	1,1	1,8
	Ruptures Conventionnelles	6,1	7,9	4,1	1,4	2,2
	< 25 ans	23,6	26,2	44,9	22,7	25,4
	25 - 49 ans	46,8	54,6	38,8	48,5	47,5
	50 - 54 ans	8,0	6,9	4,9	9,5	8,8
	55 ans ou plus	21,6	12,3	11,4	19,3	18,3
	Femmes	40,5	9,6	59,2	62,9	59,6

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

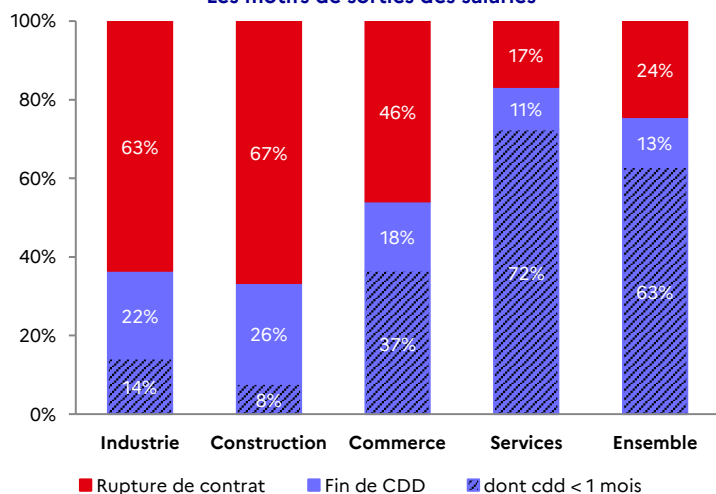
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

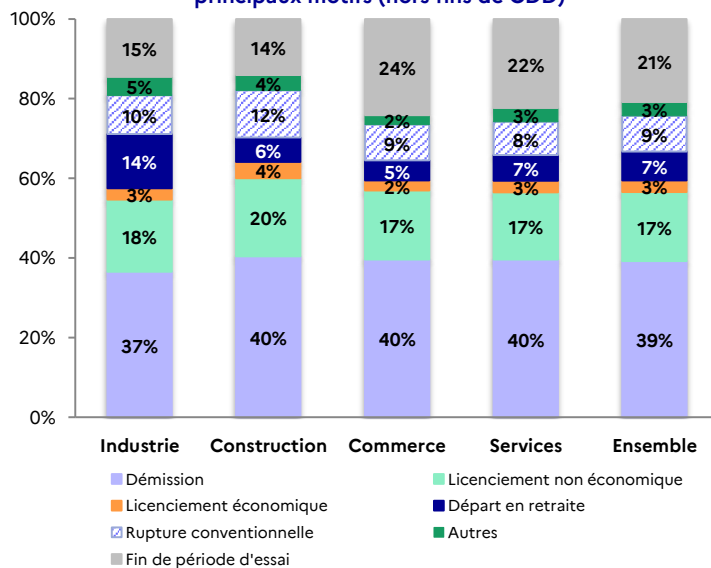
Lecture : Au 4ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 49 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 37 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 37 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		48 647	82 207	14 996	28 322	105 330	28 962
dont en % :							
	CDD	79,7	78,3	85,1	92,2	85,2	83,0
Sorties		47 267	88 266	16 296	34 052	110 718	28 242
dont en % :							
	Fins de CDD	75,8	73,6	79,7	78,7	80,5	80,4
	dont CDD < 1 mois	78,8	82,3	87,2	89,4	85,4	82,3
	Demissions	9,2	12,4	7,9	3,5	7,8	7,8
	Licenciements économiques	0,1	0,8	1,4	0,9	0,6	0,1
	Licenc. non économiques	5,1	4,3	4,0	2,9	3,2	3,7
	Retraite	0,0	0,0	0,0	9,6	1,4	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,1	2,5	1,5	1,8	0,7

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,2 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	17 270	-200	-1,2	+660	+4,0	17 440	-140	-0,8	+690	+4,1
Industrie	168 680	-60	-0,0	+770	+0,5	187 470	+60	+0,0	+960	+0,5
Industrie agro-alimentaire	28 300	+190	+0,7	+390	+1,4	31 190	+130	+0,4	+430	+1,4
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 630	+10	+0,1	+100	+0,8	12 270	+20	+0,2	+40	+0,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 830	+50	+0,2	+250	+1,1	25 550	+40	+0,1	+160	+0,6
Matériels de transport	21 480	-180	-0,9	-500	-2,3	25 110	+80	+0,3	+480	+1,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 440	-130	-0,1	+530	+0,6	93 350	-210	-0,2	-150	-0,2
Construction	54 730	+40	+0,1	+480	+0,9	59 080	+190	+0,3	+420	+0,7
Commerce ; réparation auto.	127 810	-210	-0,2	-70	-0,1	131 010	-120	-0,1	-60	-0,0
Services marchands	240 710	+90	+0,0	+4 420	+1,9	250 520	+100	+0,0	+3 620	+1,5
Transports et entreposage	51 000	-310	-0,6	-130	-0,3	54 860	-190	-0,3	-500	-0,9
Hébergement et restauration	35 610	+310	+0,9	+1 240	+3,6	36 010	+360	+1,0	+1 280	+3,7
Information et communication	9 320	+30	+0,3	+380	+4,3	9 390	+20	+0,3	+390	+4,3
Services financiers	21 260	+140	+0,7	+380	+1,8	21 430	+160	+0,8	+380	+1,8
Services immobiliers	6 810	-10	-0,1	-50	-0,7	6 870	-10	-0,1	-100	-1,4
Services aux entreprises	74 650	-180	-0,2	+1 420	+1,9	79 600	-420	-0,5	+1 010	+1,3
Services aux ménages	42 060	+110	+0,3	+1 170	+2,9	42 350	+170	+0,4	+1 160	+2,8
Services non marchands	347 440	+150	+0,0	-220	-0,1	348 610	+240	+0,1	-210	-0,1
Ensemble	956 640	-180	-0,0	+6 040	+0,6	994 130	+340	+0,0	+5 410	+0,5
dont privé						753 820	-120	-0,0	+5 780	+0,8
dont public						240 320	+460	+0,2	-370	-0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

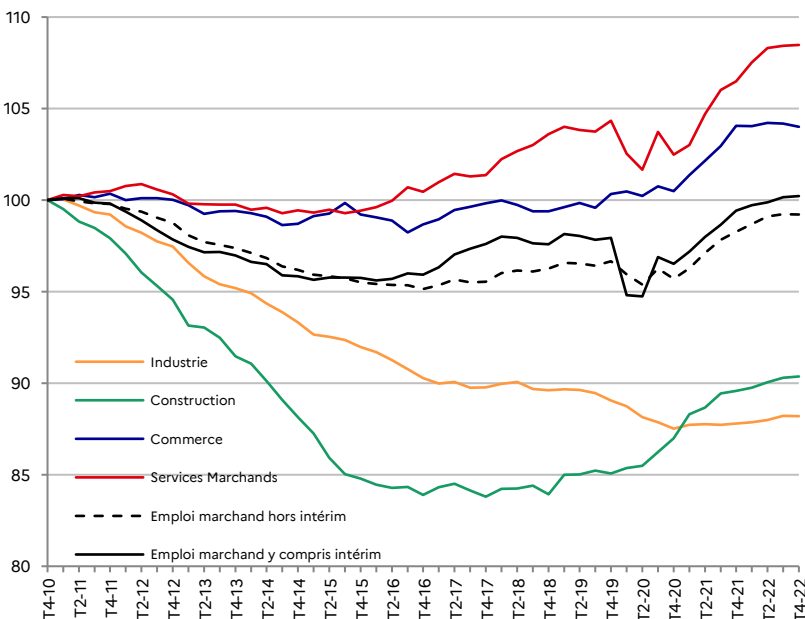
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

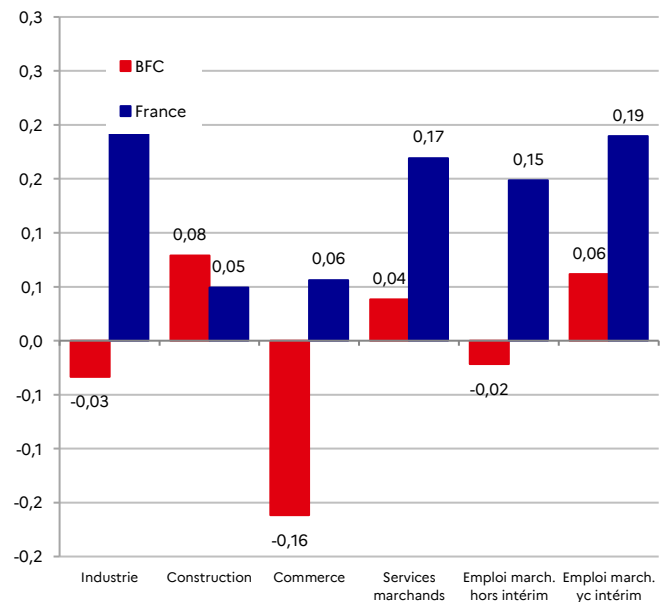
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} trim. et le 4^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	160	+48,2	+12,6	0,9	+0,1	150	-16,7	0,0	2,1	+0,3
Industrie	19 300	+0,8	+1,6	10,3	+0,1	19 110	+2,5	+8,0	2,5	+0,3
Construction	4 850	+4,0	+2,1	8,1	+0,1	4 670	+8,9	+1,5	3,3	+0,2
Commerce	3 010	+5,0	+1,0	2,3	+0,0	3 100	+2,3	+1,0	1,5	0,0
Services	10 910	-0,7	-7,3	4,3	-0,4	11 400	-0,6	-2,1	1,3	-0,1
Ensemble	38 230	+1,2	-1,0	5,9	-0,1	38 430	+2,2	+3,4	2,0	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

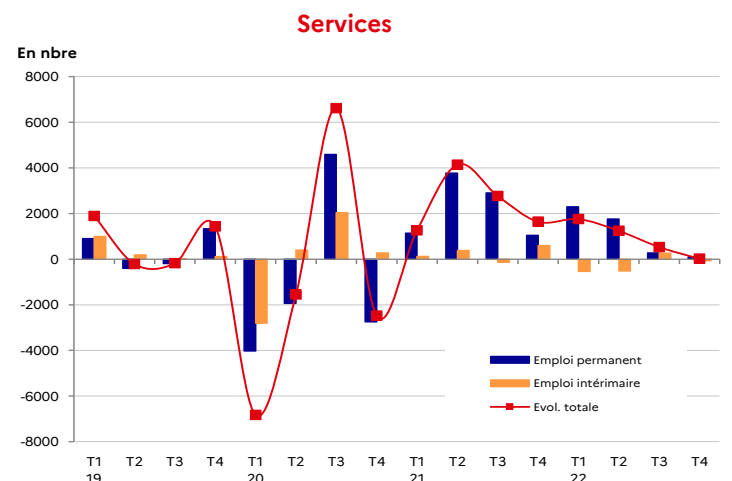
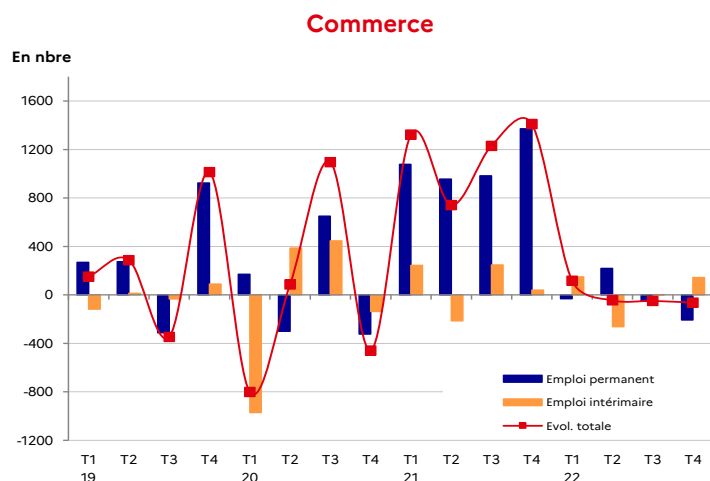
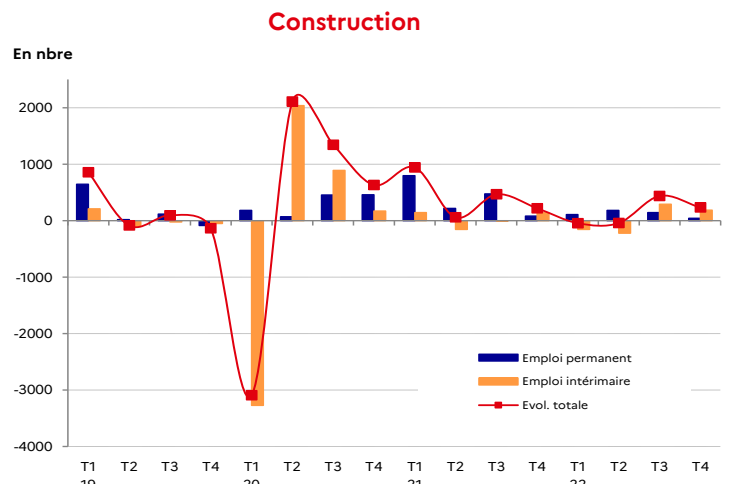
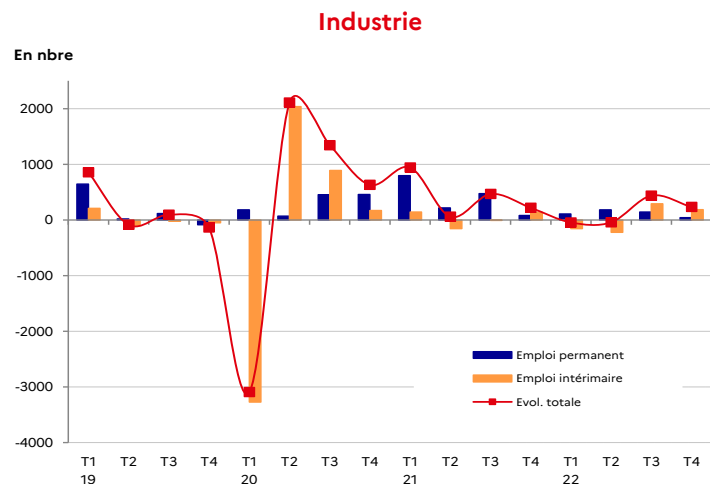
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

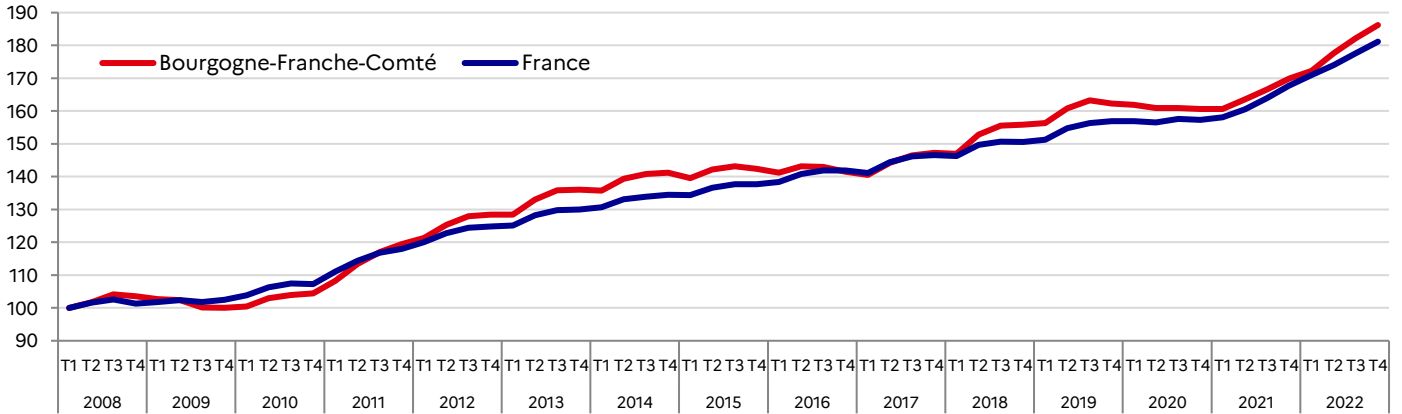
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	219 740	22,1	+0,4	+2 600	+1,2	197	0,4	+5,3	+36	+22,4
Doubs	222 456	199 810	20,1	+0,1	+1 590	+0,8	31 323	71,4	+1,9	+2 520	+8,7
Jura	105 149	87 770	8,8	-0,1	+120	+0,1	7 292	16,6	+2,4	+600	+9,0
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,3	-270	-0,4	14	0,0	-12,5	0	0,0
Haute-Saône	92 428	69 690	7,0	-0,2	+20	+0,0	642	1,5	+4,1	+106	+19,8
Saône-et-Loire	211 125	192 460	19,4	+0,0	+1 560	+0,8	207	0,5	0,0	+10	+5,1
Yonne	126 632	110 360	11,1	-0,1	-380	-0,3	26	0,1	0,0	+1	+4,0
Territoire de Belfort	55 791	49 990	5,0	-0,2	+170	+0,3	4 198	9,6	+4,0	+566	+15,6
BFC	1 105 129	994 130	100,0	+0,0	+5 410	+0,5	43 899	100,0	+2,2	+3 839	+9,6

Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

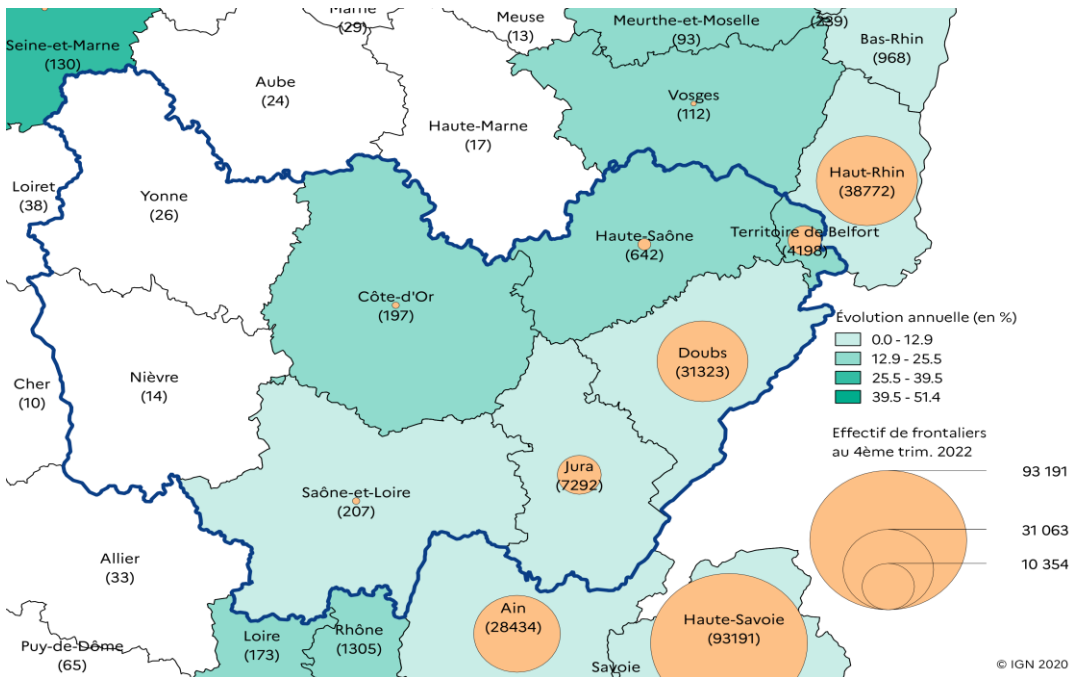
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 323 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 953	-1,0	38 957	+4,8	8 683	+4,2	1 593	-22,3
Doubs	12 553	-2,8	34 323	+4,2	10 460	+1,6	1 823	-20,6
Jura	3 537	-5,9	16 320	+4,9	5 340	+3,6	703	-24,1
Nièvre	5 700	-0,9	14 277	+2,9	6 350	+1,9	807	-22,2
Haute-Saône	4 033	-3,6	15 897	+4,4	5 563	+3,5	1 013	-16,9
Saône-et-Loire	10 293	-1,2	38 110	+3,8	12 057	+4,0	2 087	-17,8
Yonne	8 857	-1,9	24 347	+3,5	7 830	+2,3	1 263	-23,4
Territoire de Belfort	4 320	-2,8	10 033	+3,7	2 420	+3,4	700	-16,7
BFC	59 247	-2,1	192 263	+4,1	58 703	+3,0	9 990	-20,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

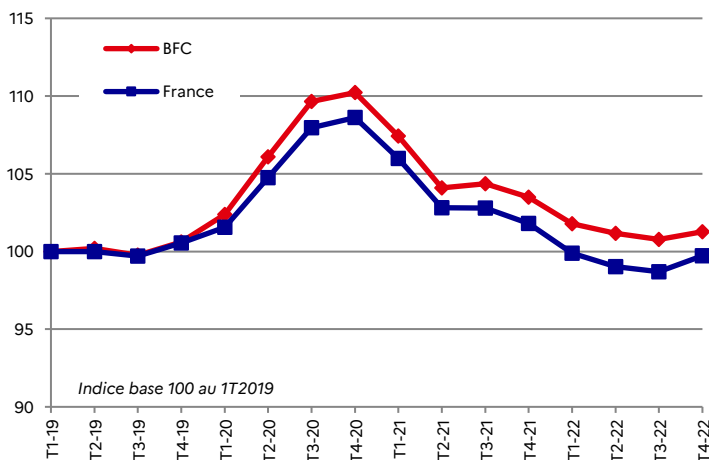
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

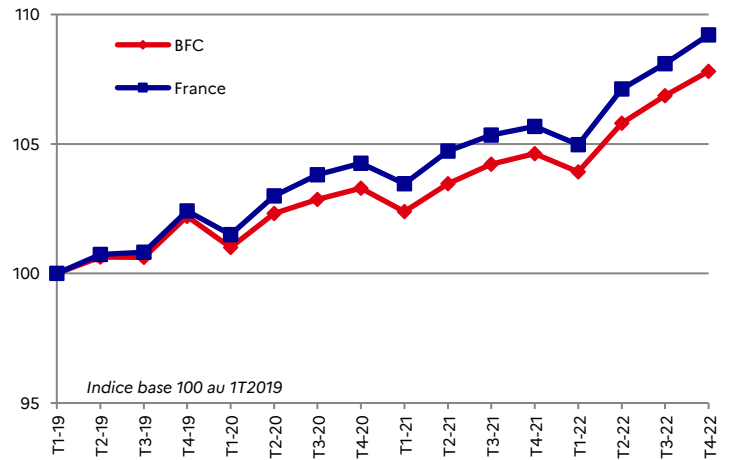
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

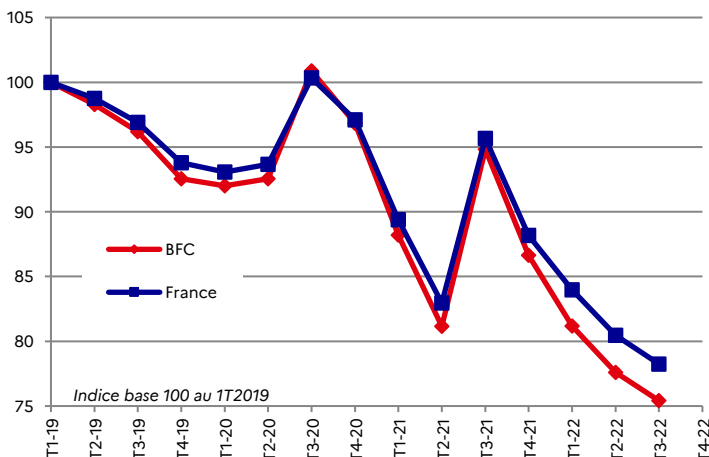
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



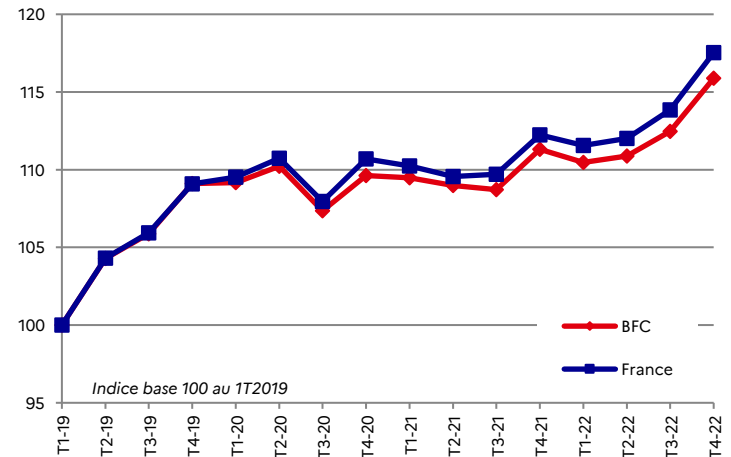
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 1^{er} Trim. 23	18 000	20 600	7 850	6 670	7 970	19 460	12 270	6 550	99 370
Variation (en %) sur 1 Trim.	-0,9	-1,3	-1,0	-1,9	-2,8	-1,5	-0,2	-2,2	-1,3
Variation (en %) sur 1 an	-1,6	-6,0	+1,6	-0,9	-6,7	-1,5	-1,5	-4,5	-2,8
Hommes	9 150	10 940	4 050	3 540	4 020	9 800	6 360	3 430	51 300
Femmes	8 850	9 660	3 790	3 130	3 950	9 660	5 910	3 120	48 070
<25 ans	2 450	2 830	1 100	1 050	1 110	2 700	1 760	970	13 980
25-49 ans	10 620	12 110	4 390	3 580	4 410	10 520	6 900	3 720	56 250
>50 ans	4 930	5 660	2 350	2 040	2 450	6 250	3 610	1 850	29 140
DELD (Cat. A, B, C)	16 810	17 820	6 970	5 420	7 280	18 400	10 510	5 220	88 440
Taux de chômage 4 ^{ème} Trim. 22	5,7	6,4	5,2	6,8	6,3	6,5	6,7	8,1	6,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 1^{er} Trim. 23									
Nbre ouvertures procédures	102	101	54	40	35	100	72	27	531
Evolution annuelle (en %)	+21,4	+119,6	+134,8	+37,9	+16,7	-5,7	+100,0	+35,0	+42,0
Trav. Temporaire 4^{ème} Trim. 22									
Effectifs	7 070	8 630	3 760	1 760	3 390	7 330	4 610	1 670	38 230
Evol./trim. précédent (en %)	+3,2	+0,8	-2,8	+1,8	-0,1	+3,0	+0,9	+1,0	+1,2
Activité Partielle 4^{ème} Trim. 22									
Nbre d'heures consommées	41 512	91 659	51 731	15 672	36 483	54 040	14 584	46 469	352 150
Evol./trim. précédent (en nbre)	-8 642	-878	+18 450	+3 312	+14 026	+11 774	+5 058	-2 290	+40 811

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 1^{er} Trim. 23	98	130	62	72	109	128	114	52	765
Cumul 2023	98	130	62	72	109	128	114	52	765
PACEA 1^{er} Trim. 23	365	361	132	148	261	561	205	220	2 253
Cumul 2023	365	361	132	148	261	561	205	220	2 253
IAE 3^{ème} Trim. 22	356	450	265	195	161	440	383	114	2 364
Cumul 2022	1 223	1 425	954	608	562	1 429	1 239	445	7 885
Apprentissage 4^{ème} Trim. 22	910	1 054	416	302	307	768	415	247	4 419
Cumul 2022	6 595	6 847	2 712	1 884	2 078	5 448	2 643	1 412	29 619

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

4 ^{ème} Trim. 2022	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	4 960	1 720	1 530	1 260	1 330	3 410	2 960	100	17 270
Evol./trim. Précédent	+0,6	+3,3	+2,9	+4,1	+3,8	-13,6	+3,6	+7,5	-1,2
Industrie :									
Effectif	26 640	39 120	19 270	8 530	15 570	34 270	17 820	7 470	168 680
Evol./trim. Précédent	-0,1	-0,2	+0,5	-0,2	-0,0	+0,0	-0,2	-0,0	-0,0
Construction :									
Effectif	12 580	10 120	5 490	3 200	3 680	11 610	5 840	2 220	54 730
Evol./trim. Précédent	+0,1	-0,3	+0,2	-0,1	+0,7	+0,7	-0,2	-1,6	+0,1
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	175 570	148 850	61 480	51 330	49 110	143 170	83 750	40 200	753 460
Evol./trim. Précédent	+0,5	+0,1	-0,4	-0,4	-0,5	+0,4	-0,2	-0,2	+0,1
Total :									
Effectif	219 740	199 810	87 770	64 310	69 690	192 460	110 360	49 990	994 130
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,1	-0,1	-0,3	-0,2	+0,0	-0,1	-0,2	+0,0

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS